



Institut suisse de droit comparé  
Schweizerisches Institut für Rechtsvergleichung  
Istituto svizzero di diritto comparato  
Swiss Institute of Comparative Law

# ISDC's Letter

## N°42

*Édition spéciale 2017 !*

## Éditorial

**Édition : Johanna Fournier, Marie Papeil, Alfredo Santos**

Chères lectrices, chers lecteurs,

Cette édition de l'*ISDC's Letter* se veut un pont entre 2016 et 2017. Une newsletter plus courte offrant une petite rétrospective des différentes activités de l'année qui vient de s'achever et une prospective pour 2017.

Il n'y a donc pas de nouvelles juridiques mais une présentation des différentes activités de l'ISDC réalisées tout au long de 2016.

Concernant l'étude de droit comparé, nous avons décidé de mettre en lumière dans cette édition un avis de droit rédigé par notre Institut au cours de l'année 2016 sur la pénalisation de l'entraînement de terroristes.

Concernant la bibliothèque, nous avons effectué une petite rétrospective des chercheurs qui l'ont fréquentée en 2016 et de leur provenance.

Enfin, en dernière page, nous accueillons la nouvelle année par un aperçu des manifestations prévues en 2017.

Très bonne lecture !

*Les éditeurs*



|                        |    |
|------------------------|----|
| 2016 en un coup d'oeil | 2  |
| Étude de droit comparé | 9  |
| Bibliothèque           | 11 |
| Agenda                 | 12 |





Toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs de l'Institut suisse de droit comparé se joignent à la direction pour vous souhaiter une excellente année 2017.

The staff of the Swiss Institute of Comparative Law joins the management in wishing you all the very best for 2017.

Alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Schweizerischen Instituts für Rechtsvergleichung wünschen Ihnen gemeinsam mit der Direktion einen guten Rutsch in das neue Jahr 2017.

Tutte le collaboratrici e tutti i collaboratori dell'Istituto svizzero di diritto comparato si uniscono alla direzione nell'augurarvi un'eccellente 2017.

## 2016 en un coup d'œil

*Une nouvelle année commence, nous en profitons pour faire le bilan de celle qui vient de s'écouler. Cette newsletter retrace les événements et activités organisées à l'ISDC en 2016 de manière circonscrite. Au cours du printemps 2017, notre Rapport Annuel sera publié et mettra à votre disposition une analyse plus détaillée.*

### Formation

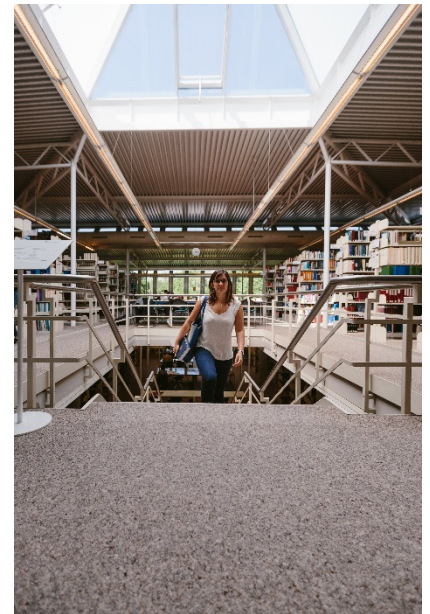
Un des rôles de l'Institut est le soutien à la recherche et à la formation des chercheurs en droit, un aspect que cette édition souhaite mettre en avant. Tout d'abord, pour remplir cette mission, l'Institut octroie chaque année plusieurs bourses van Calker afin de permettre à des chercheuses et chercheurs suisses et étrangers d'effectuer à l'Institut des travaux scientifiques dans le domaine du droit comparé, du droit étranger et du droit international. En 2016, 10 personnes ont pu effectuer un séjour à Lausanne grâce à ces bourses.

L'ISDC participe également à la formation des jeunes juristes suisses et étrangers en mettant régulièrement au concours des offres de stage. Ainsi, cette année l'Institut a accueilli 6 stagiaires, qui venaient de Suisse, d'Italie, de France et d'Allemagne.

L'Institut s'investit également dans le soutien aux doctorantes et aux doctorants. D'une part ceci s'est effectué par l'organisation, en partenariat avec le **programme doctoral** de la CUSO, de la journée de formation doctorale qui a eu lieu le 2 juin. D'autre part l'Institut a participé à une « doctoral summer school » organisé dans le cadre du réseau des recherches transnationales doctorales de l'Université de Lucerne (**UNILU Network of transnational doctoral research**) sur « Le pluralisme juridique et les droits de l'Homme » le 25 au 29 juillet.

Une mention particulière doit être faite aux visites de groupes d'étudiantes et d'étudiants des universités suisses et étrangères. Tout au long de l'année, ces groupes ont été accueillis et ont participé à des exercices de droit comparé. Pendant une demie ou une journée entière, plusieurs juristes de l'ISDC ont encadré des petits groupes afin de les aider à résoudre des cas selon le droit de différents ordres juridiques. Les étudiantes et étudiants ont, ainsi, fait connaissance de l'Institut et des expériences avec des juridictions étrangères et le droit comparé.

Enfin, afin de favoriser les échanges entre les chercheuses et les chercheurs, l'ISDC organise des Rencontres informelles. Lors de ces rencontres, elles et ils ont l'occasion de présenter leurs travaux durant une vingtaine de minutes, suivis d'un débat. En 2016, 14 rencontres ont eu lieu. Dix d'entre elles ont été animées par les boursiers van Calcker de l'ISDC. Nous vous proposons un aperçu de chaque thématique traitée par ces personnes :



#### 10 mars :

##### **Crowdfunding in Croatia: Legal Perspective and Comparison with Other Sources of Financing**

Katarina Đurđenić, *University of Zagreb, Croatia*

Crowdfunding is a new way of financing ideas of creative individuals or organizations by raising small amounts of money from a large number of people typically via the internet. Some countries like the USA, Italy, France, the UK and Germany have provisions specifically related to crowdfunding. However, most of the countries have not yet issued special legislation governing crowdfunding and legal issues with this regard need to be solved through the existing legislation covering financial and banking services, prospectus and consumer law. The aim of this research is to compare the existing legislation in Croatia with those of the above listed countries and, in light of the comparative research, to assess whether there is a need for the Croatian system to introduce new legislation designed specifically for crowdfunding issues. Additionally, the research aims at comparing the system of crowdfunding itself – that tends to be presented as an easier and more affordable way of financing projects – with other financing instruments, especially bank loans and capital markets. In light of this second comparison, it will be possible to assess whether crowdfunding may constitute a valid substitute for the existing instruments or merely a complementary instrument.

#### 25 mars :

##### **L'arbitrabilité des litiges relatifs à la validité des résolutions adoptées par les sociétés de capitaux : approche comparée**

Lidia Sokołowska, *Université Paris II Panthéon Assas, France, Jagiellonian University, Pologne*

La référence aux droits librement disponibles a longtemps constitué un des obstacles majeurs à la reconnaissance de l'arbitrabilité des litiges internes à la société en droit comparé. Certains pays (Allemagne, Belgique, France, Italie) ont pu surmonter les problèmes engendrés par les critères de l'arbitrabilité et admettent aujourd'hui l'arbitrage dans ces domaines. Cependant, en Pologne, le débat doctrinal continue. L'analyse des rapports entre l'arbitrage et les conflits internes à la société constitue un cas d'étude concret et pratique qui révèle les faiblesses de la justice privée. Surtout, le règlement arbitral des litiges sociaux pose des problèmes particuliers en raison de la nature même des décisions sociales qui rayonnent bien au-delà des parties à la procédure arbitrale, ce qui pose notamment des questions liées à la protection des tiers. Dans ces conditions, existe-t-il des solutions permettant de soumettre les litiges sociaux à l'arbitrage ?

**19 avril :**

**A Tale of Two Courts: Handling the Definition of “Relevant Market” in Abuse of Dominance Cases in China and the EU**

Xu Jun, *Doctor of Law Candidate Peking University, China*

Anti-trust concerns related to dominance are becoming more and more frequent in the Internet industry all over the world. The Internet industry in China has witnessed an unprecedented boom in the last decade, having the largest amount of users and several of the largest internet companies in the world. On 16 October 2014, the Chinese Supreme People's Court issued its first antitrust decision in the so called Tencent Case, the result of which is in direct contradiction to the outcomes of some Cases in the EU, such as the Microsoft case. The aim of this research is to compare these cases and the existing legislation on the definition of relevant market in China and the EU and, in light of the comparative research, to examine how China can improve its legislation on abuse of dominance. Additionally, the research is aimed at examining the impacts of two-sided profit models, dynamic markets and test methods on the definition of relevant market. In particular, the research focuses on whether market share is still the main concern when determining market dominance in the Internet industry. In light of this second comparison, it will be possible to find some solutions that can help judges in China to enforce Anti-Monopoly Law appropriately and more effectively in the future.

**10 mai :**

**The Legal Subject in the ECtHR's Religious Symbols Jurisprudence: Issues of Legitimacy and Constitutionalism from a Comparative Perspective**

Kyriaki Pavlidou, *Legal Practitioner, Greece*

The religious symbols case-law of the European Court of Human Rights (ECtHR) is gaining momentum in current legal discourse in terms of the constitutional questions that it raises. As part of this discourse, the concept of legal subjectivity is of particular importance, which further brings forward issues of legitimacy and constitutionalism for Europe. The present research touches upon these issues by looking at the headscarf controversies around Europe and the crucifix case in Italy from a comparative approach. In answering how the legal subject is constructed, the research addresses the following questions: (i) which legal doctrines does the Strasburg Court employ; (ii) how are these interpreted in relation to questions of legal subjectivity from an intercultural perspective; (iii) whether this conception of the legal subject is legitimate or not. The main hypothesis is that the Court conceives the legal subject through the lens of an essentialist approach and upholds an understanding of constitutionalism where people are treated as being part of a homogenous society and not of a society of equals. By contrast, a more contextual account of constitutionalism is defended where the legitimate legal subject is established as having an equal stake in the configuration of the political community within a democracy not of sameness, but rather, of equality.

**30 mai :**

**Merger Clauses: Conclusive or a Question of Weight? The Limits of Entire Agreement Clauses from a Comparative Perspective**

Massimo Foglia, *Ph.D., Italy*

In drafting contracts, contractual parties may lay down specific clauses in order to ensure a contractual meaning of specific elements of the contract. At the threshold between interpretation and integration lies the so called “merger clause”, whose importance may be inferred from its treatment in Section 2:105 of the Principle of European Contract Law (PECL) as well as in Section 4:104 of the Draft Common Frame of Reference (DCFR). The insertion of a merger clause usually aims at shielding the determination of the content of the contract from the “external” influence of negotiations or pre-contractual agreements, by restricting the material on which the interpretation is based. Partly in response to the decline in weight attributed to the literal meaning of terms during the 20<sup>th</sup> century, drafting practice has increasingly moved towards inserting interpretation clauses. From this point of view, the analysis addresses the question of whether the way a contract is drafted may actually obviate the need for consideration of evidence outside the terms of the contract or render the contract self-sufficient.

**31 mai :**

**L'initiative populaire de la Thaïlande et la Suisse dans un contexte de droit comparé**

Pattamabhun Thongmak, *Doctorante en droit, Aix-Marseille Université, France*

Il existe une forme classique de législation directe traditionnellement représentée en Europe sous l'appellation « l'initiative populaire directe (IPD) ». Les électeurs qui exercent leur « droit d'initiative » peuvent soumettre des projets de loi directement à la votation populaire. Dans certains pays, tels que la Suisse et la Thaïlande, une autre forme d'initiative existe, à savoir « l'initiative populaire indirecte (IPI) » ; par ce moyen, les électeurs peuvent soumettre au législateur (le parlement), aux fins d'examen, une révision constitutionnelle ou l'adoption d'une loi. Le rôle de l'initiative populaire dans le cadre législatif d'un État est un progrès pour la démocratie. En Thaïlande, le droit d'IPI a été accordé aux citoyens depuis plus de 19 ans. Il faut souligner que durant cette période les cas d'adoptions de lois suite à une IPI sont rares. Depuis la promulgation de la Constitution en 1997 qui prévoit l'IPI, et jusqu'à ce jour, un grand nombre d'initiatives ont été abandonnées soit parce que la durée du mandat des parlementaires est venue à terme avant de terminer l'examen de l'initiative, soit parce que la Constitution a été suspendue suite à un coup d'État, mais principalement les initiatives ont été rejetées par le Parlement. Il faut souligner que lorsqu'une initiative aboutit, dans la plupart des cas, le contenu de celle-ci est complètement modifié par les parlementaires et les initiants n'ont aucun moyen de contester cela. L'initiative populaire était introduite en Suisse pour la première fois dans la Constitution fédérale en 1891, soit 106 ans avant la Thaïlande ; la pratique de cette institution tant sur le plan fédéral que cantonal est une source d'inspiration pour l'IPI en Thaïlande. Le but de la recherche est de comparer l'initiative populaire en Suisse et en Thaïlande, ceci tant au niveau national qu'au niveau local, afin de concevoir un modèle ou une forme qui permette le développement de l'initiative populaire de la Thaïlande.

**28 juin :**

**The Protection of the Environment in Non-international Armed Conflict under International Humanitarian Law Treaties**

Jeanique Pretorius, *University of Pretoria, South Africa*

In contrast to the international humanitarian law rules regulating international armed conflicts, there is no international humanitarian law treaty provision which directly prohibits environmental damage in non-international armed conflicts. The natural environment therefore remains potentially vulnerable to the negative effects of these armed conflicts. The present research examines the existing treaty law rules of international humanitarian law applicable to non-international armed conflicts to determine whether or not, and to what extent, any of them may indirectly contribute to the enhancement of environmental protection. The research takes Common Article 3 of the Geneva Conventions as a starting point because it applies to all non-international armed conflicts. Thereafter, relevant provisions of Additional Protocol II which may contribute to environmental protection in non-international armed conflicts are examined. Lastly, treaties that regulate the means and methods of warfare and which apply in non-international armed conflicts are analysed to determine whether they offer any environmental protection.

**18 juillet :**

**Monetary Stability as a Common Concern in International Law**

Lucia Satragno, *World Trade Institute (Berne), Switzerland*

Since the global financial crisis of 2007-2009, the monetary authorities of most of the developed and emerging countries have deployed conventional and unconventional monetary policies to their maximum in their search for financial and monetary stability. Most of these policy decisions proved adequate for the pursuit of the statutory, law or treaty based objectives of central banks. That is, domestic and regional policy measures designed to achieve self-oriented goals. However, in a financially integrated global economy, the effects of these policies are not confined to the domestic jurisdiction and have an impact beyond national borders. These cross-border effects or so-called monetary policy spillovers have prompted, on the one hand, unilateral reactions to avoid or mitigate the unwanted effects and, on the other hand, have rekindled the debate about monetary policy coordination at the international level. In this context, a clear trade-off between domestically oriented monetary policies and global monetary stability is evidenced and it is this which forms the main objective of study of this doctoral thesis in the area of international monetary law.

**23 août :**

**Comparative Legal Aspects of Environmental Law and Policy in the Russian Federation and Switzerland**

By Ekaterina Kologermanskaya, *Udmurt State University, Russian Federation*

The role and importance of comparative law has increased significantly in recent decades in the Russian Federation. Characterised by its rapid development, comparative studies in the field of environmental law of foreign countries prove to be of particular interest. The present research examines certain aspects of environmental law in the Russian Federation and in Switzerland, with particular focus on the history of the development of environmental law and the sources of environmental law. It will also explore the systems and powers of government authorities involved in environmental regulation, such as the Ministry of Natural Resources and Environment of Russia and the Federal Office for the Environment of Switzerland. Key features of environmental law and policy of these states will be identified and discussed, both on a general level and with regard to specific characteristics. The results of comparative investigations present a valuable opportunity to better appreciate the positive and negative experiences of the legislation, and to identify the most important characteristics of the development of environmental law.

**27 septembre :**

**Interdisciplinary Thinking in Comparative Law: The Case of the “Legal Origins” Theory**

Alexandra Mercescu, *Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, France*

While comparative law still occupies a marginal place in the curriculum of many law faculties, interest in this discipline has constantly grown during the last two decades, not least due to the ever-increasing phenomena of globalization and transnationalism. Thus, the comparison of laws is being used today not only in national and international courts by judges who wish to endow their decisions with a supplementary persuasive authority, but also by economists who claim that law can put an end to the poverty of nations, in addition to numerous legal scholars some of whom seek to promote a European Civil Code. In light of these very important, practical stakes, the question of the epistemology of comparative law, that is the way comparative legal knowledge is constructed, becomes crucial. In this context, this research aims at exploring the benefits but also the pitfalls of an interdisciplinary approach to comparative law that departs from the traditionally received methodology, which tends to confine the comparative research to black-letter rule analysis. It will also propose an illustration of these theoretical reflections by engaging with a concrete case of interdisciplinary work having important implications for the comparison of laws. Thus, it will advance a critical assessment of the controversial “Legal Origins” thesis, a scholarly undertaking combining discourses from law, history and economics in order to assert the existence of a significant correlation between the historical legal origin (common law or civil law) of a given country and its economic development, with common law origins believed to trigger a better economic environment.

## Les évènements :

Dans le cadre des tâches qui incombent à l'Institut, en particulier la recherche scientifique, ce dernier a organisé différents évènements sur des thèmes variés :

**28 et 29 avril :** Journées Turco-Suisses à Lausanne & Fribourg sur *Big Data and Data Privacy*

**26 mai :** Swiss-US Legal Forum on *Privacy and Safe Harbor: Background and Perspectives after the ECJ Safe Harbor Decision*

**27 mai :** 28<sup>e</sup> journée de droit international privé sur *Les banques et les assurances face aux tiers et Les nouveautés en matière de faillite transfrontalière*

**7 juin :** Colloque sur *Tackling Climate Change : Oslo Principles on Global Climate Change Obligations*

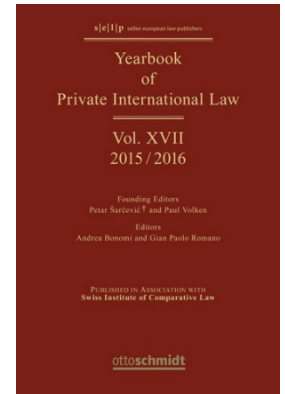
**20 septembre :** Conférence pluridisciplinaire *Quand le droit rencontre le Rock'n'Roll, soirée Freddie Mercury*

## Les publications:

### Yearbook of Private International Law Volume XVII – 2015/2016

Andrea Bonomi / Gian Paolo Romano (éds)

Der 17. Band (2015/2016) des „Yearbook of Private International Law“ bietet wie jedes Jahr hochinteressante Informationen zu allen wichtigen Entwicklungen auf dem Gebiet des Internationalen Privatrechts. Wie wird sich der Brexit auf das IPR auswirken? Obwohl es sehr schwierig ist, bereits Einschätzungen zu treffen, befasst sich ein interessanter Beitrag mit den Folgen des Brexit auf das Zivil-, Handels- und grenzüberschreitende Familienrecht. Auch der Markt für Rechtsstreitigkeiten (litigation market) wird thematisiert. Bislang ist London ein Zentrum für internationale Schieds-, Handels-, Insolvenz- und auch Scheidungsverfahren. Wird das so bleiben? Umfassend informieren mehrere Beiträge aktuell zum grenzüberschreitenden Insolvenzrecht, einschließlich der insolvenzrechtlichen Gesetzesentwürfe der Nicht-EU-Staaten Schweiz und Norwegen. Lesenswert sind auch die diversen Informationen zu den Entwicklungen im Gewohnheitsrecht in einzelnen Staaten, die Sie zusammengefasst in dieser Form nur im Yearbook XVII finden.



### Publications de l'Institut suisse de droit comparé :

#### Volume / Band 80

Florence Guillaume / Ilaria Pretelli (éds)



#### Les nouveautés en matière de faillite transfrontalière et Les banques et les assurances face aux tiers

Actes de la 28<sup>e</sup> Journée de droit international privé du 27 mai 2016 à Lausanne 2016, 157 pages.

La 28<sup>e</sup> Journée de droit international privé a présenté la particularité d'être consacrée à deux thématiques : les nouveautés en matière de faillite transfrontalière et les situations juridiques trilatérales internationales. Ces sujets a priori hétéroclites présentent des liens bien plus étroits qu'il n'y paraît au premier abord. Les exposés qui ont eu lieu lors du colloque et publiés dans le présent ouvrage ont permis de bien mettre en évidence les ponts existant entre ces deux mondes différents, en particulier lorsque l'attention se porte sur la situation juridique des banques et des assurances.

#### Volume / Band 78

Andreas Furrer / Alexander R. Markus / Ilaria Pretelli (Hrsg.)

#### Die Herausforderungen des Europäischen Zivilverfahrensrechts für Lugano- und Drittstaaten / The Challenges of European Civil Procedural Law for Lugano and Third States

2016, 222 pages.

This book presents the past, the present and the alternative conceivable futures of the Lugano model: i.e., the form of cooperation in international civil procedure between Switzerland and the EU that was born in 1988 with the Lugano convention "adopting" the model of the 1968 Brussels convention. The new 2007 Lugano Convention, establishing parallelism with the Brussels I Regulation (Reg. 44/2001), had just entered into force in Switzerland in 2010 when it faced a new challenge in the form of the Recast Regulation (Reg. 1215/2012). In 2014, CIVPRO (University of Bern), CCR (University of Luzern) and the SICL (Lausanne) invited professors, researchers, civil officers and practitioners from all over Europe to discuss the future of European civil procedure. Four keynote speeches made contributions, provoking a fruitful and comprehensive discussion, which resulted in noteworthy roundtable analysis. The book, with contributions in English and in German, is unique in both its format and content.



**Volume / Band 77**

Harro von Senger / Lukas Heckendorn Urscheler (Hrsg.)

**Das Recht der Volksrepublik China vor den Herausforderungen des 21. Jahrhunderts / The Law of the People's Republic of China Facing the Challenges of the 21<sup>st</sup> Century**

2016, 196 pages.



Die Volksrepublik China hat sich in den letzten Jahrzehnten sehr stark entwickelt. Das beeindruckende Wirtschaftswachstum der letzten zwanzig Jahre – laut der Weltbank ein durchschnittliches Wachstum des BIP von 10% – ist nur ein Beispiel. Diese Entwicklungen beeinflussen auch das chinesische Recht, das sich in den letzten Jahrzehnten deshalb stark verändert hat. Die rechtliche Regelung der Volksrepublik China ist an und für sich bereits eine grosse Herausforderung, handelt es sich doch um beinahe 1.37 Milliarden Personen mit einer entsprechenden kulturellen Vielfalt. Dazu kommen die Herausforderungen des 21. Jahrhundert, insbesondere diejenige der Kommunikationstechnologie oder die der fortschreitenden Globalisierung. Der vorliegende Band vereinigt Beiträge, die den Versuch unternehmen darzustellen, wie verschiedene Bereiche des chinesischen Rechts auf diese Herausforderungen reagieren und reagieren könnten.

**Volume / Band 76**

Mauro Bussani / Lukas Heckendorn Urscheler (éds)

**Comparisons in Legal Development: The Impact of Foreign and International Law on National Legal Systems**

2016, 248 pages.

Legal development may happen slowly, but law never stands still. Among the many factors having an impact on legal development, the influence of foreign and international patterns, although often controversial, is not questionable. But to what extent do foreign and international laws actually affect (the different paths of) legal development? The book aims to provide an answer to this question through different perspectives – from human rights and environmental law to commercial and contract law – and in different geographical contexts – from Europe to Africa, from Asia to Latin America.

**EU News : Click & Read :**

Cette lettre d'information mensuelle contient une sélection des documents officiels de l'Union européenne. Le choix effectué est destiné à intéresser un public suisse. A ce titre, elle s'adresse notamment aux hautes écoles, aux administrations fédérale et cantonales, aux praticiens du droit et aux milieux économiques.

11 éditions sont sorties en 2016, toutes disponibles sur : <http://www.isdc.ch/fr/publications/eu-news-click-read>

**EU News: Click & Read**

109 - December 2016

European Documentation Centre

Editor: Alfredo Santos Legal Adviser

This newsletter contains a selection of recent official documents of the European Union. It features information of particular interest to Swiss readers and aims to provide universities, cantonal and federal administrations, lawyers, trading enterprises and financial businesses with information about the latest legal developments in the European Union. Written in English or French, the newsletter offers links to documents in one of those languages.



# Étude de droit comparé

L'ISDC rédige plusieurs grandes études de droit comparé par année. Nous avons choisi de mettre en avant l'une de ces études lors de chaque édition de l'ISDC's Letter. L'institut a rédigé, en 2016, deux études comparatives portant sur la lutte contre le terrorisme. À cet égard, nous proposons ci-après un extrait de l'une desdites études qui traite de la pénalisation de l'entraînement des terroristes. Cette étude a été réalisée au mois de janvier 2016, les informations contenues sont à jour à cette date.

## Pénalisation de l'entraînement de terroristes

*Recherches effectuées par les conseillères et conseillers juridiques de l'ISDC*

### Exposé sommaire – Übersicht

Dänemark, Italien und Österreich haben ausdrücklich sowohl das aktive Ausbilden zu terroristischen Taten als auch das passive Ausgebildetwerden unter Strafe gestellt. Im Hinblick auf das österreichische Recht ist zudem zu erwähnen, dass die dargestellte Tatvariante klassische Schulungssituationen mit einer ausbildenden und einer auszubildenden Person betrifft. Zusätzlich existiert dort ein weiterer Straftatbestand, welcher als Tathandlung unter Strafe stellt, jemanden aktiv durch Zurverfügungstellen von Informationen als Anleitung auszubilden sowie sich passiv durch Selbststudium solcher Informationen ausbilden zu lassen. Auch das italienische und das französische Recht enthalten eine Besonderheit. In beiden Rechtsordnungen ist es untersagt, sich durch Eigenschulung selbst zu terroristischen Taten auszubilden. Ausser der genannten Eigenschulung ist es in Frankreich lediglich verboten, Informationen zur Herstellung von zerstörenden Geräten zu verbreiten; bei Verbreitung der Informationen durch elektronische Mittel erhöht sich der Strafraumen. Demnach ist nicht generell das Ausbilden zu terroristischen Taten unter Strafe gestellt, sondern nur ein Teilbereich. Sich passiv zu terroristischen Taten ausbilden zu lassen ist strafgesetzlich jedoch nicht geregelt. Im französischen Recht sind verschiedene Nebenstrafen möglich, die zusätzlich verhängt werden können. Gleiches gilt für die Strafbarkeit juristischer Personen. In Deutschland schliesslich sind sowohl das aktive Ausbilden zu terroristischen Taten als auch das passive Ausgebildetwerden nur teilweise geregelt. Es existieren mehrere Tatbestände, die Teilbereiche abdecken, jedoch kein einzelner umfassender Tatbestand. Dabei regeln all diese Tatbestände jeweils sowohl die Variante, aktiv auszubilden, als auch sich passiv ausbilden zu lassen. Diese einzelnen Vorschriften betreffen die Agententätigkeit zu Sabotagezwecken, die Anleitung zur Begehung einer schweren staatsgefährdenden Gewalttat sowie die Vorbereitung zu einer schweren staatsgefährdenden Gewalttat.

### Autriche – Österreich

Im Vorfeld terroristischer Straftaten werden vorbereitende Handlungen durch zwei Bestimmungen kriminalisiert. § 278e StGB bestraft die klassische Ausbildungssituation zwischen Lehrer und Schüler, während § 278f StGB die Möglichkeit des Selbststudiums durch Zurverfügungstellen und Sichverschaffen von Informationen zur Begehung terroristischer Straftaten unter Strafe stellt. § 278e StGB stellt das Unterweisen und das Sichunterweisenlassen im Gebrauch von Sprengstoff, Schuss- oder sonstigen Waffen oder schädlichen oder gefährlichen Stoffen oder Methoden zur Begehung einer terroristischen Straftat unter Strafe. Der Begriff „Unterweisen“ beschreibt das Unterrichten in den deliktsspezifischen Fähigkeiten, während das „Sichunterweisenlassen“ mehr als bloss ein Hinnehmen fremder Bemühungen ist; es bedeutet ein aktives, auf den Erwerb von Kenntnissen gerichtetes Tun. Auch § 278f StGB soll unterbinden, dass potenzielle Terroristen die für einen Terrorakt notwendigen Kenntnisse und Fähigkeiten erlangen. Im Gegensatz zu § 278e StGB, der eine klassische Schulungssituation erfordert, zielt § 278f StGB auf Situationen des Zurverfügungstellens von Informationen als Anleitung zur Begehung terroristischer Straftaten mit den in § 278e StGB angeführten Mitteln beziehungsweise das Selbststudium von Medienwerken beziehungsweise von Informationen aus dem Internet ab.

### Danemark – Denmark

There is a specific provision on training for terrorism laid down in section 114d in the Danish Criminal Code. In essence, it provides that a person is liable to imprisonment if he trains, instructs or otherwise teaches a person to commit terrorist acts, knowing that this person has an intention to use the skills to pursue such an aim. Further, according to section 114d (2) a person is liable to imprisonment if he trains, instructs or otherwise teaches a person to provide financial support (as regulated in section 114b), knowing that the person intends to use the skills acquired for that purpose. Accepting being trained or instructed to commit a terrorist act is also a crime under the Danish Criminal Code. Section 114d (3) provides that a person is

liable to imprisonment if he accepts being trained, instructed or otherwise taught to commit a terrorist act. As regards the kind of acts that are considered to be terrorist acts, a reference is made to section 114 and 114a of the Criminal Code. A large number of different crimes are listed or referred to in those provisions. Such acts are terrorist acts if they are committed with the intent to seriously intimidate a population or to unlawfully compel Danish or foreign public authorities or an international organization to do or to abstain from doing any act or to destabilize or destroy the fundamental political, constitutional, economic or social structures of a country or an international organization, provided that the offence may inflict serious harm on a country or an international organization by virtue of its nature or the context in which it is committed.

### **Italie – Italia**

In Italia, l'addestramento a compiere atti terroristici è punito da una serie di norme del Codice Penale, tutte contenute nel Titolo I (Dei delitti contro la personalità dello Stato) agli artt. 270, 270-bis, 270-ter, 270-quinquies, 270-sexies. Tra queste, segnaliamo l'art. 270-quinquies del Codice Penale a mente del quale: "[I] Chiunque, al di fuori dei casi di cui all'articolo 270-bis, addestra o comunque fornisce istruzioni sulla preparazione o sull'uso di materiali esplosivi, di armi da fuoco o di altre armi, di sostanze chimiche o batteriologiche nocive o pericolose, nonché di ogni altra tecnica o metodo per il compimento di atti di violenza ovvero di sabotaggio di servizi pubblici essenziali, con finalità di terrorismo, anche se rivolti contro uno Stato estero, un'istituzione o un organismo internazionale, è punito con la reclusione da cinque a dieci anni. La stessa pena si applica nei confronti della persona addestrata, nonché della persona che avendo acquisito, anche autonomamente, le istruzioni per il compimento degli atti di cui al primo periodo, pone in essere comportamenti univocamente finalizzati alla commissione delle condotte di cui all'articolo 270-sexies." Come chiarisce l'articolato che accompagna il Disegno di legge 17 aprile 2015, n. 43 (in G.U. 20/04/2015, n. 91), le modifiche legislative alla normativa esistente – inizialmente prevista per contrastare il fenomeno mafioso – e le nuove norme in vigore dal 20 febbraio 2015, ampliano la fattispecie del reato di addestramento al fine di includervi quella di auto-addestramento: "cioè la condotta di chi si prepara al compimento di atti di terrorismo, attraverso una ricerca e un apprendimento individuali e autonomi delle «tecniche» necessarie a perpetrare simili atti."

### **France**

La loi du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme a modifié l'article 421-1 4° CP portant sur la diffusion de procédés permettant la fabrication d'engins de destruction aux fins de terrorisme. Le Code pénal incrimine l'entraînement mené dans le cadre d'une entreprise terroriste individuelle (article 421-2-6 CP). Nos recherches n'ont pas permis d'identifier une disposition incriminant l'entraînement passif. L'article 421-1 4° CP (par renvoi à l'article 322-6-1 CP) qualifie d'acte de terrorisme la diffusion de procédés permettant la fabrication d'engins de destruction, lorsqu'elle est intentionnellement en relation avec une entreprise ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur. L'article 421-2-6 CP incrimine le fait de s'entraîner individuellement pour la commission d'actes de terrorisme. Cet article dispose que si une personne détient, recherche, se procure ou fabrique des objets ou substances de nature à créer un danger pour autrui et, en parallèle, s'entraîne ou se forme au maniement des armes ou à toute forme de combat, à la fabrication ou à l'utilisation de substances dangereuses ou au pilotage d'aéronefs ou à la conduite de navires, elle sera coupable d'un acte de terrorisme, lorsque cet entraînement vise à la préparation de la commission de certaines infractions expressément listées.

### **Allemagne – Deutschland**

Für die Strafbarkeit der aktiven und passiven Ausbildung von Terroristen gibt es im deutschen Strafrecht zwar keine einzelne zentrale Norm, jedoch drei Vorschriften, die jeweils verschiedene Teilbereiche abdecken. Die Agententätigkeit zu Sabotagezwecken ist in § 87 Strafgesetzbuch geregelt und stellt es unter Strafe, einen Auftrag einer Regierung, Vereinigung oder Einrichtung ausserhalb Deutschlands zur Vorbereitung von Sabotagehandlungen im Inland dadurch zu befolgen, sich zur Begehung solcher Handlungen schulen zu lassen oder andere dazu zu schulen. Zudem muss sich der Täter/die Täterin dadurch absichtlich oder wissentlich für Bestrebungen gegen den Bestand oder die Sicherheit Deutschlands oder gegen Verfassungsgrundsätze einsetzen. § 89a Strafgesetzbuch deckt einen weiteren strafbaren Bereich der Schulung zu terroristischen Zwecken ab. Demnach ist die Unterweisung in der Herstellung von oder im Umgang mit bestimmten Gegenständen und Stoffen strafbar, wenn diese Unterweisung der Vorbereitung einer schweren staatsgefährdenden Gewalttat dient. Auch § 91 Absatz 1 Strafgesetzbuch nimmt Bezug auf schwere staatsgefährdende Gewalttaten. Dieser verbietet die Anleitung zur Begehung einer solchen Tat. Die Norm untersagt es, eine Schrift, die als Anleitung zu einer solchen Tat dienen kann, anzupreisen oder einer anderen Person zugänglich zu machen. Dabei müssen die Umstände der Verbreitung geeignet sein, die Bereitschaft anderer zu fördern oder zu wecken, eine schwere staatsgefährdende Gewalttat zu begehen.

## Bibliothèque

### Petite rétrospective des chercheuses et chercheurs en 2016.

Nous avons reçu 322 annonces de venues, 310 personnes se sont présentées, ce qui représente 96% des personnes annoncées. Nous avons permis, au cours de l'année, à 127 personnes faisant des recherches d'avoir un accès hors ouverture, soit 41%.

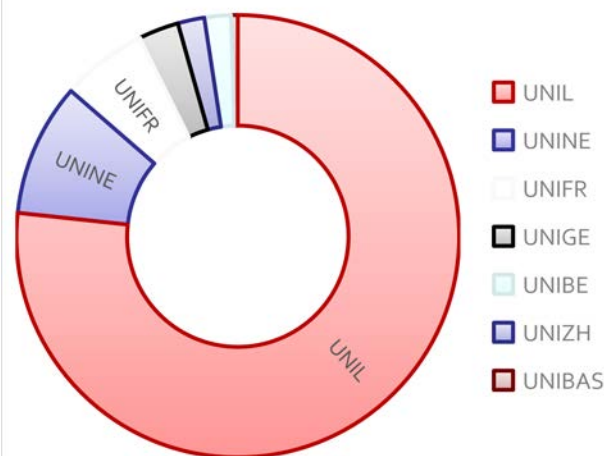
26% des chercheuses et chercheurs ayant réservé une table étaient déjà venus à l'ISDC avant.

Concernant leur durée des séjours, nous relevons que :

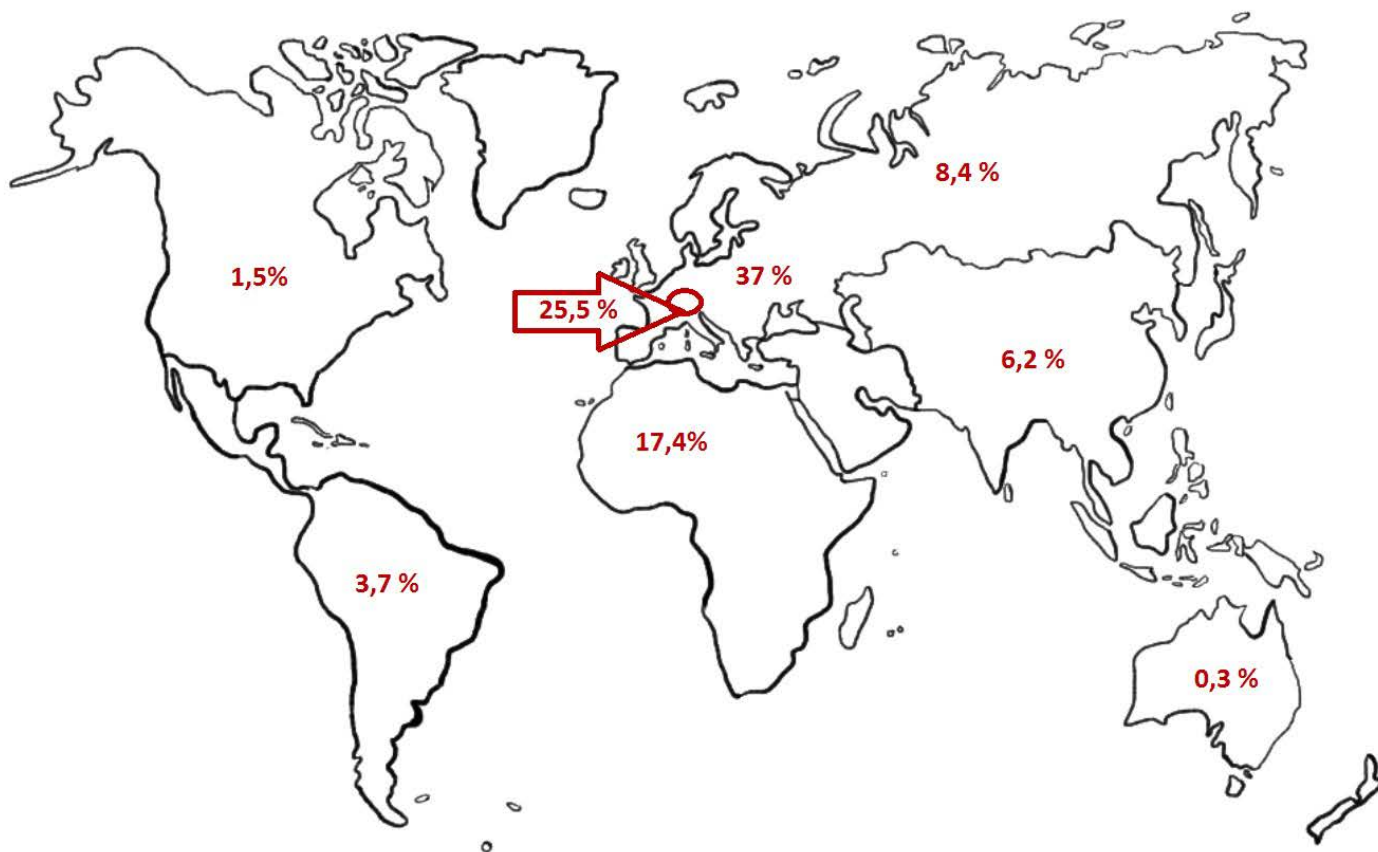
- 23% restent moins d'un mois ;
- 51% restent entre un et six mois ;
- 15% restent entre six mois et une année ;
- 11% restent plus d'une année...

**Un tour du monde sans bouger de Lausanne !**

Provenance des chercheuses et chercheurs des universités suisses



### Origines des chercheurs de la bibliothèque en 2016



Vous travaillez à une thèse de doctorat ou à une publication scientifique en droit, vous êtes chercheuse ou chercheur suisse ou étranger ? Vous pouvez réserver une table pour une durée de six mois.

Toutes les informations en cliquant [ici](#).

# Agenda 2017



## En projet pour cette année, entre autres :

- 6 mars : Workshop sur : **Measuring Family Law and Family Business** (sur invitation seulement)  
En partenariat avec l'Università della Svizzera italiana et l'Université Paris Nanterre
- 15 juin : **Journée de formation « La recherche dans des ordres juridiques étrangers »**  
Dans le cadre du programme doctoral en droit (CUSO)
- 23 juin : **US Litigation Today and Tomorrow: Still a Threat for European Businesses or Just a Paper Tiger ?**  
29<sup>e</sup> Journée de DIP, organisée avec l'Université de Lausanne
- Septembre : Conférence pluridisciplinaire **« Soirée Droit & ... »**
- Octobre : **Institutions of Comparative Law Compared**
- Novembre : Workshop sur : **Le droit coutumier comparé : Perspectives nationales et internationales**  
Organisé avec l'Université de Fribourg
- Novembre : Colloque sur : **International Investment and Human Rights**
- Décembre : Colloque sur : **Blocking Terrorist and Violent Extremist Content Online**

*Et tout au long de l'année : des visites d'étudiants encadrés par leurs professeurs, des Rencontres informelles et des délégations suisses et étrangères qui viendront visiter l'Institut suisse de droit comparé.*



**N'oubliez pas de vous rendre régulièrement sur notre site Internet [www.isdc.ch](http://www.isdc.ch), vous y pourrez également vous inscrire pour recevoir toutes les notifications sur les prochaines évènements ou envoyez un email à [news@isdc.ch](mailto:news@isdc.ch).**